

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45290]

31 AUGUSTUS 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de gemeenschappelijke beslissing van 19 april 2023 van de Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij buitengewoon onderwijs en van de Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij secundair onderwijs betreffende de wijziging van het huishoudelijk reglement van het overlegorgaan ontwikkeld op het niveau van de centra voor secundair onderwijs (O.R.C.E.S.) in het gesubsidieerd confessioneel vrij secundair onderwijs, verbindend wordt verklaard

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid op de artikelen 95 en 97;

Gelet op de aanvraag van de Paritaire Commissies voor het confessioneel vrij buitengewoon onderwijs en voor het confessioneel vrij secundair onderwijs om de beslissing van 19 april 2023 verbindend te verklaren;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bijgevoegde gemeenschappelijke beslissing van 19 april 2023 van de Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij buitengewoon onderwijs en van de Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij secundair onderwijs betreffende de wijziging van het huishoudelijk reglement van O.R.C.E.S. in het gesubsidieerd confessioneel vrij secundair onderwijs, wordt verbindend verklaard.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 19 april 2023 en heft, op dezelfde datum, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de gemeenschappelijke beslissing van de Paritaire commissie van het confessioneel vrij buitengewoon onderwijs en van de Paritaire commissie voor het confessioneel vrij secundair onderwijs van 16 juni 2003 betreffende het opstellen van het huishoudelijk reglement van O.R.C.E.S. in het gesubsidieerd confessioneel vrij secundair onderwijs, op.

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P. - Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/45546]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant diverses mesures en matière de participation financière des parents dans les milieux d'accueil de la petite enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, le Titre IV ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil, les articles 11, § 3, et 12 ;

Considérant le Plan d'actions relatif aux droits de l'enfant 2020-2024 adopté par le Gouvernement le 10 décembre 2020 ;

Considérant le Plan de lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales 2020-2025 adopté par le Gouvernement le 10 décembre 2020 ;

Vu le « test genre » réalisé le 3 juin 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone rendu le 21 juin 2023 ;

Vu les avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, rendus le 28 juin 2023 et le 30 août 2023 ;

Vu l'avis du Conseil d'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, rendu le 3 juillet 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 20 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 125 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s est remplacé la disposition dont la teneur suit :

« Article 125. § 1^{er}. Le montant journalier de la participation financière des parents est déterminé en fonction des revenus cumulés des parents selon des taux progressifs appliqués par tranches de revenus avec application d'un plafond fixé à 45€ par jour.

Sont pris en considération les revenus des personnes figurant sur la composition de ménage transmise par les parents, à l'exception des :

1° revenus des enfants ;

2° revenus du ou des ascendants dans la mesure où ils n'assurent pas la responsabilité de l'enfant.

Les taux et les tranches, ainsi que les réductions visées à l'article 126, § 1^{er}/1, sont établis dans l'annexe 4 sur une base mensuelle correspondant à vingt jours de présence effective.

La participation financière est fixée au montant du plafond pour les parents qui ne justifient pas de leurs revenus.

Les revenus déterminant les tranches ainsi que le plafond sont révisés au 1^{er} janvier de chaque année sur la base de l'indice des prix à la consommation de janvier 2024.

§ 2. La participation financière des parents est calculée sur la base des revenus des parents globalement imposables avant déduction des dépenses.

§ 3. Le paragraphe 2 ne pourra être appliqué qu'après une simulation sur une période d'un an et au plus tôt au 1^{er} janvier 2028. Dans l'intervalle, la participation financière des parents est calculée sur la base des revenus mensuels nets.

Le mode de calcul de ces revenus et de preuve de ceux-ci sont déterminés par l'Office. ».

Art. 2. À l'article 126 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les alinéas 2 à 4 du paragraphe 1^{er} sont abrogés ;

b) entre le paragraphe 1^{er} et le paragraphe 2, il est inséré un paragraphe 1/1 dont la teneur suit :

« § 1/1. La participation financière des parents est réduite dans les situations suivantes :

1° deux enfants d'une même famille sont simultanément accueillis. L'absence prévue ou motivée de l'un des enfants ne fait pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure ;

2° la famille dont est issue l'enfant compte au moins trois enfants dont elle assume la responsabilité. L'enfant pour lequel des allocations majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie de la famille. L'enfant en hébergement alterné est comptabilisé pour une unité dans chaque ménage ;

3° la situation de monoparentalité, à savoir lorsque le parent assume la garde exclusive ou majoritaire de l'enfant, ne forme pas un ménage de fait, et n'est pas marié, sauf si le mariage est suivi d'une séparation de fait. La séparation de fait doit apparaître de la résidence principale séparée des personnes en cause, au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet que la séparation de fait est effective bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès dudit registre.

Les réductions sont dégressives selon les tranches visées à l'article 125, § 1^{er} ».

Art. 3. À l'article 127, § 1^{er}, du même arrêté, les termes « En vue de l'application de l'article 125, § 2, » sont insérés au début.

Art. 4. Le même arrêté est complété d'une annexe 4 reprise en annexe au présent arrêté.

Art. 5. À l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil, les modifications suivantes sont apportées :

1° le troisième alinéa est complété par la phrase suivante : « Si un solde demeure à l'issue de cette opération et, de la compensation aux milieux d'accueil pour la mise en œuvre de l'article 126, § 2, de l'arrêté autorisation et subvention dans l'hypothèse où les crédits dégagés de l'extinction de l'intervention accueil visée à l'article 12, alinéa 2, sont insuffisants, il est reversé aux milieux d'accueil par le biais d'une subvention forfaitaire dont le montant est arrêté par l'Office » ;

2° le paragraphe est complété par un alinéa dont la teneur suit : « Les montants visés dans le présent paragraphe sont liés à l'indice des prix à la consommation ».

Art. 6. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025, à l'exception de l'article 5, 2°, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Pour les enfants fréquentant un milieu d'accueil avant le 1^{er} janvier 2025, la participation financière des parents est calculée selon les modalités en vigueur antérieurement au présent arrêté.

Art. 8. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

**Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 septembre 2023
fixant diverses mesures en matière de participation financière des parents dans les
milieux d'accueil de la petite enfance**

**« ANNEXE 4 : TRANCHES ET TAUX FIXANT LA PARTICIPATION FINANCIERE DES
PARENTS VISEE A L'ARTICLE 125, § 1^{er}/1**

Tranche	Revenu net mensuel du ménage minimum	Revenu net mensuel du ménage maximum	% PFP base	% PFP réduite
Tranche 1	0	1.000	3,5%	2,1%
Tranche 2	1.001	4.000	12,8%	9,0%
Tranche 3	4.001	6.500	13,5%	10,8%
Tranche 4	6.501		24,0%	21,6%

».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant diverses mesures en matière de participation financière des parents dans les milieux d'accueil de la petite enfance.

Bruxelles, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de
l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

Bénédicte LINARD



VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/45546]

7 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van diverse maatregelen inzake financiële bijdrage van de ouders in opvangmilieus voor jonge kinderen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, Titel IV;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van de overgangsregeling voor de opvangmilieus, de artikelen 11, § 3, en 12 ;

Overwegende het Actieplan inzake de rechten van het kind 2020-2024 dat de regering op 10 december 2020 heeft aangenomen;

Overwegende het plan ter bestrijding van armoede en ter vermindering van sociale ongelijkheid 2020-2025, aangenomen door de regering op 10 december 2020;

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd op 3 juni 2023 ontwikkeld met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juni 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juni 2023 ;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 21 juni 2023 ;

Gelet op de adviezen van de Raad van bestuur van de «Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 28 juni 2023 en 30 augustus 2023 ;

Gelet op het advies van de Adviesraad van de «Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 3 juli 2023 ;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gestuurd aan de Raad van State op 20 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat er geen advies binnen deze termijn is meegedeeld ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Kind ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 125 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, wordt vervangen door de bepaling waarvan de inhoud volgt :

« Artikel 125. § 1. Het dagelijkse bedrag van de financiële bijdrage van de ouders wordt bepaald in functie van gecumuleerde inkomsten van de ouders volgens de progressieve tarieven toegepast per inkomensschijf met toepassing van een maximum bedrag van € 45 per dag.

Er wordt rekening gehouden met het inkomen van personen die deel uitmaken van de door de ouders verstrekte samenstelling van het huishouden, met uitzondering van:

1° het inkomen van de kinderen;

2° het inkomen van de bloedverwanten in opgaande lijn voor zover zij de verantwoordelijkheid van het kind niet opnemen.

De tarieven en schijven, alsook de verminderingen bedoeld in artikel 126 § /1 worden vastgesteld in bijlage 4 op een maandbasis die overeenkomt met twintig dagen effectieve aanwezigheid.

De financiële bijdrage wordt vastgesteld op het maximumbedrag voor ouders die hun inkomen niet rechtvaardigen.

De inkomsten die de schijven bepalen, evenals het maximumbedrag, worden elk jaar herzien op 1 januari op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2024.

§ 2. De jaarlijkse bijdrage van de ouders wordt berekend op basis van de inkomsten van de ouders die globaal belastbaar zijn vóór aftrek van de uitgaven.

§ 3. Paragraaf 2 kan pas toegepast worden na een simulatie over een periode van één jaar en ten vroegste op 1 januari 2028. Intussen wordt de financiële bijdrage van de ouders berekend op basis van het netto maandinkomen.

De wijze waarop deze inkomsten worden berekend en bewezen, wordt bepaald door de Dienst. ».

Art. 2. In artikel 126 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de leden 2 tot 4 van paragraaf 1 worden opgeheven ;

b) tussen paragraaf 1 en paragraaf 2 wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1/1. De financiële bijdrage van de ouders wordt verlaagd in de volgende situaties :

1° er worden gelijktijdig twee kinderen uit hetzelfde gezin opgevangen. De geplande of gemotiveerde afwezigheid van één van de kinderen leidt er niet toe dat de ouders het voordeel van deze maatregel verliezen ;

2° het gezin waaruit het kind afkomstig is, telt minstens drie kinderen waarvoor het de verantwoordelijkheid op zich neemt. Het kind waarvoor de verhoogde kinderbijslag wordt ontvangen, telt als twee eenheden in de berekening van het aantal kinderen in het gezin. Het kind in een beurtelings huysvesting wordt in elk gezin als één eenheid geteld ;

3° de situatie van alleenstaand ouderschap, namelijk wanneer de ouder die de exclusieve uitoefening van het ouderlijk gezag of de meerderheid ervan over het kind op zich neemt, geen feitelijk huishouden vormt en niet getrouwd is, tenzij het huwelijk gevolgd wordt door een feitelijke scheiding. De feitelijke scheiding moet blijken uit de afzonderlijke hoofdverblijfplaats van de betrokken personen, in de zin van artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van personen, behalve in de gevallen waarin uit andere daartoe voorgelegde officiële documenten blijkt dat de feitelijke scheiding effectief is, ook al komt deze niet (meer) overeen met de uit het genoemde register verkregen informatie.

De verminderingen nemen af volgens de schijven bedoeld in artikel 125, § 1. ».

Art. 3. In artikel 127, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « Voor de toepassing van artikel 125, § 2, » ingevoegd in het begin.

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 4 opgenomen in bijlage bij dit besluit.

Art. 5. In artikel 11, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van de overgangsregeling voor de opvangmilieus, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld als volgt : « Indien er op het einde van deze verrichting nog een saldo overblijft en van de compensatie aan de opvangmilieus voor de uitvoering van artikel 126, § 2, van het vergunnings- en subsidiebesluit in het geval dat de kredieten die vrijkomen bij het wegvallen van de opvangtegemoeetkoming bedoeld in artikel 12, tweede lid, ontoereikend zijn, wordt het teruggegeven aan de opvangmilieus door middel van een forfaitaire subsidie, waarvan het bedrag wordt bepaald door de Dienst » ;

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « De bedragen bedoeld in deze paragraaf zijn gebonden aan het indexcijfer van de consumptieprijzen ».

Art. 6. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025, met uitzondering van artikel 5, 2°, dat op 1 januari 2024 in werking treedt.

Voor kinderen die vóór 1 januari 2025 naar een opvangmilieu gaan, wordt de financiële bijdrage van de ouders berekend volgens de nadere regels die vóór dit besluit van kracht waren.

Art. 8. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 september 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/45547]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du gouvernement de la Communauté française portant approbation de l'avenant n° 3 au contrat de gestion de l'Office de la naissance et de l'enfance 2021-2025

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé " O.N.E » ;

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, l'article 17 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 2021 portant approbation du contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021-2025 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juin 2023 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française approuve l'avenant n°3 au contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2021-2025 qui figure en annexe du présent arrêté.

Art. 2. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,

B. LINARD